

**Grèce**  
**Conseil d'Etat**

***Greece***  
***Council of State***

## HIÉRARCHIE DES NORMES EN DROIT HELLÉNIQUE

Dans l'ordre juridique hellénique, la hiérarchie des normes juridiques écrites, eu égard à la hiérarchie des organes, dont elles sont issues, d'une part, et à leur force juridique d'autre part, est la suivante :

- a) les règles du droit de l'Union européenne
- b) les règles de la Constitution au sens formel et les coutumes constitutionnelles complémentaires
- c) les normes du droit international
- d) les règles d'actes législatifs dotés par la Constitution d'une force supralégislative
- e) les règles des actes législatifs
- f) les règles des actes administratifs réglementaires édictés en vertu d'une compétence directement accordée par la Constitution ou en vertu d'une délégation législative

### 1. Les normes constitutionnelles

En Grèce, au sommet de la hiérarchie des normes juridiques, sous réserve de la primauté des normes du droit de l'Union européenne, se place l'ensemble de normes qui sont formulées dans les textes constitutionnels:

- le texte de la Constitution formelle, qui comprend des règles créées par l'organe exerçant le pouvoir constituant (Assemblée constituante ou révisionnelle).

- les "actes constitutionnels", qui créent des normes dotées d'une force juridique, égale à celle des normes de la Constitution. Ils sont pris par le gouvernement et le Chef de l'Etat à l'issue des périodes anormales, en vue du rétablissement de l'ordonnement juridique provisoirement aboli

- les "résolutions"; il s'agit d'actes édictés par le pouvoir constituant jusqu'à l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution. Tant les actes constitutionnels que les résolutions disposent d'une force juridique supralégislative.

- les coutumes constitutionnelles complémentaires: des normes non écrites, résultant d'une pratique constante des organes étatiques, qui sont dotées de la même force juridique que les normes produites par l'organe exerçant le pouvoir constituant. Il n'existe que des cas rarissimes de cette source de droit.

La suprématie effective de la Constitution hellénique est assurée par les tribunaux qui disposent du droit d'exercer un contrôle *a posteriori* de constitutionnalité des lois, voire un contrôle diffus et incident.

## 2) Les règles du droit de l'Union européenne

La place de la Constitution au sommet de la hiérarchie est remise en cause en raison du principe de la primauté du droit européen affirmé par la Cour de Justice des Communautés Européennes. La primauté concerne tant le droit européen primaire directement appliqué, que le droit dérivé, lorsque ce dernier est transposé dans l'ordre juridique interne.

Selon le droit hellénique, le principe de la primauté des normes du droit de l'UE ressort des dispositions de l'article 28 de la Constitution et de l'article 1 par. 3 du Traité d'adhésion de la Grèce aux Communautés.

Les juges nationaux essaient de concilier les exigences posées par le droit hellénique avec celles issues de l'ordre juridique de l'Union Européenne. C'est ainsi qu'ils ont recours à une interprétation conforme au droit de l'UE.

Par ailleurs, l'incompatibilité de la Constitution à un engagement européen a nécessité la révision récente de dispositions constitutionnelles en 2008. Il est à noter que la compatibilité d'une disposition constitutionnelle au droit de l'union européenne a fait l'objet d'une question préjudicielle adressée à la Cour de l'Union européenne par le Conseil d'État.

## 3) Les normes du droit international

Il s'agit d'une part, de règles coutumières généralement admises du droit international et d'autre part, de règles créées par des traités internationaux ratifiés par des actes législatifs.

Les traités internationaux après leur ratification s'inscrivent dans la hiérarchie des normes, tout en disposant d'une place supralégislative; autrement-dit, la force juridique des règles en question est supérieure à celle des règles posées par voie législative.

## 4) Les règles d'actes législatifs dotés par la Constitution d'une force supralégislative

Il s'agit des lois formelles, auxquelles est réservé un rang supérieur à celui des autres lois formelles en vertu de la Constitution. Ce cas n'est pas fréquent.

## 5) Les règles des actes législatifs

Il s'agit des lois formelles, émises par le Parlement et promulguées par le Président de la République.

Au même rang hiérarchique se placent les actes législatifs émis par des organes de l'Exécutif pendant les périodes politiquement anormales, comme, par exemple, les décrets législatifs du régime dictatorial.

6) Les règles des actes administratifs réglementaires édictés en vertu d'une compétence directement accordée par la Constitution ou en vertu d'une délégation législative.

Il s'agit notamment de décrets réglementaires, c'est-à-dire des actes administratifs à portée réglementaires, émis par le Président de la République. L'édition de ceux-ci est prévu par l'article 43 par. 2 alinéa 1<sup>er</sup> de la Constitution, qui se lit comme ceci : “ sur proposition du ministre compétent est permise l'édition de décrets réglementaires en vertu d'une délégation législative spéciale et dans les limites de celle-ci”.

Les autres organes de l'Exécutif ne peuvent édicter des actes administratifs réglementaires que dans la mesure où les matières traitées par ceux-ci sont d'un caractère technique ou détaillé ou d'intérêt local (art. 43 par. 2 al. 2 de la Constitution).

Selon la jurisprudence, les décrets présidentiels réglementaires peuvent modifier la loi formelle, si la délégation législative le prévoit.

## **HIERARCHY OF STANDARDS IN GREEK LAW**

In the Greek legal system, the hierarchy of written legal standards, in view of the hierarchy of authorities from which they originate on the one hand, and their legal force on the other, is as follows:

- a) European Union rules of law
- b) rules of the Constitution in the formal sense and the additional constitutional customs
- c) standards of international law
- d) rules of legislative acts endowed with supra-legislative force by the Constitution
- e) rules of legislative acts
- f) rules of regulatory administrative acts enacted by virtue of a competence directly granted by the Constitution or by virtue of a legislative delegation.

### 1. Constitutional standards

At the top of the Greek hierarchy of legal standards and subject to the primacy of the standards of European law, are all of the standards formulated in the constitutional texts:

- the text of the formal Constitution, which includes the rules created by the body that exercises the constituent power (Constituent or Revisionary Assembly).

- "constitutional acts" which create standards endowed with the same level of legal force as the standards of the Constitution. They are established by the government and the Head of State at the end of abnormal periods with a view to restoring the provisionally abolished legal hierarchy

- "resolutions", which are acts enacted by the constituent power until the new Constitution enters into force. Constitutional acts and resolutions both have supra-legislative legal force.

- additional constitutional customs: unwritten standards resulting from the constant practices of State bodies, which are endowed with the same legal force as the standards produced by the body exercising the constituent power. Cases of this source of law are extremely rare.

The effective primacy of the Greek Constitution is ensured by the courts which possess the right to perform an *a posteriori* review of the constitutionality of the laws or indeed a wide-ranging and secondary type of review.

## 2) European rules of law

Doubt has been cast on the place of the Constitution at the very top of the hierarchy due to the principle of primacy of European law asserted by the Court of Justice of the European Communities. This primacy concerns both the primary European law that is directly applied, and secondary European legislation when the latter is transposed into the national legal system.

According to Greek Law, the principle of primacy of the standards of European Law falls within the provisions of article 28 of the Constitution and article 1 para. 3 of the Treaty on the Accession of Greece to the Communities.

The national judges try to reconcile the requirements imposed by Greek law with those derived from the legal system of the European Union. In this way, they have recourse to an interpretation in line with EU law.

Furthermore, constitutional provisions had to be recently revised in 2008 due to the incompatibility of the Constitution with a European commitment. It should be noted that the issue of the compatibility of a constitutional provision with European Union law was the subject of a preliminary question sent to the Court of the European Union by the Council of State.

## 3) Standards of international law

These are generally accepted customary rules of international law, on the one hand, and rules created by international treaties ratified by legislative acts, on the other.

After their ratification, the international treaties form part of the hierarchy of standards, and benefit from supra-legislative status; in other words, the legal force of the rules in question is greater than the force of the rules implemented by legislative means.

## 4) Rules of legislative acts endowed with supra-legislative force by the Constitution

These are formal laws which are ranked higher than the other formal laws by virtue of the Constitution. This is not a frequent occurrence.

## 5) Rules of legislative acts

These are formal laws issued by the Parliament and promulgated by the President of the Republic.

Legislative acts issued by executive bodies during politically abnormal periods, such as the legislative decrees of the dictatorial regime, are positioned at the same hierarchical level.

6) Rules of regulatory administrative acts enacted by virtue of a competence directly granted by the Constitution or by virtue of a legislative delegation

These include regulatory decrees, i.e. administrative acts of regulatory scope, issued by the President of the Republic. Their enactment is provided for by article 43, para. 2, subparagraph 1 of the Constitution, which states: "the enactment of regulatory decrees, on the proposal of the competent Minister, is permitted by virtue of a special legislative delegation and within the limits thereof".

The other Executive bodies may only enact regulatory administrative acts provided that the subjects covered by them are of a technical or detailed nature, or are of local interest (art. 43, para. 2, sub-para. 2 of the Constitution).

According to jurisprudence, regulatory presidential decrees may modify the formal law, if provided for by the legislative delegation.